

PAR COURRIEL

Montréal, le 19 septembre 2019

Objet : Votre demande d'accès du 12 septembre 2019

Madame,

Par la présente nous accusons réception de votre demande d'accès du 12 septembre 2019, dans laquelle vous demandez les informations suivantes :

1. Nombre de plaintes faites à la Régie du logement par code postal et par région, du 1^{er} janvier 2014 jusqu'aux informations les plus récentes disponibles;
2. Délai moyen d'obtention d'une première audience, si possible par code postal et par région, du 1^{er} janvier 2014 jusqu'aux informations les plus récentes disponibles;
3. Liste de tous les codes de recours de la Régie et leur définition;
4. Liste de toutes les demandes faites à la Régie du 1^{er} janvier 2014 jusqu'aux informations les plus récentes disponibles avec le numéro de dossier et le code de recours.

Tout d'abord, veuillez noter que les statistiques produites et publiées par la Régie contiennent des données correspondants à une année financière complète, soit du 1^{er} avril jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

Vous trouverez ci-joint deux tableaux fournissant les informations demandées aux deux premiers points. Veuillez noter que ces informations sont disponibles dans nos rapports annuels de gestion à l'adresse suivante : <https://www.rdl.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications>. Cependant, nous n'avons pas des statistiques pour ces informations par code postal ou par région.

Quant au troisième point, vous trouverez ci-joint une liste de tous les codes de recours avec leur description respective.

...2

Pour le quatrième point, veuillez noter que nous n'avons aucun document en lien avec les critères mentionnés. De plus, la Régie reçoit environ 70 000 demandes à chaque année. Une liste sous forme de fichier telle que celle demandée contiendrait au-dessus de 350 000 lignes.

Finalement, nous vous informons que nos plus récentes données seront rendues publiques dans notre rapport annuel de gestion 2018-2019 qui sera déposé à l'Assemblée nationale d'ici le 17 octobre prochain.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, nous vous informons de l'existence de recours à la Commission d'accès à l'information pour faire réviser une décision rendue suite à une demande d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La responsable de l'accès à l'information,



Josée Corbeil
Directrice générale de la planification stratégique
et des services à la gestion

p. j.

Délai pour une première audience (en mois)	Moyenne 2013-2014	Moyenne 2014-2015	Moyenne 2015-2016	Moyenne 2016-2017	Moyenne 2017-2018
Fixation et révision	5,3	6,6	6,9	9,1	9,6
Non-paiement	1,5	1,4	1,4	1,6	1,5
Causes urgentes	2,1	2,2	1,8	1,7	1,7
Causes prioritaires	14,9	16,6	16,4	15,4	14,5
Causes générales	21,0	20,3	20,9	19,2	14,9
Toutes causes confondues	4,6	4,7	5,7	5,5	4,9

Demandes introduites et relancées	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	72 485	69 821	67 196	66 384	69 026

Liste des recours

Trier par : *** Les codes de recours en rouge nécessitent un traitement prioritaire.**

Code	Description
107	Modification du bail pour interdire de fumer du cannabis
1079	Résiliation du bail par syndicat des copropriétaires-inexécution obligation
1407A	Annulation du bail pour vice de consentement
1407C	Annulation du contrat pour vice de consentement
1407D	Domages-intérêts pour vice de consentement au contrat de bail
1407DC	Domages-intérêts pour vice de consentement au contrat
1407R	Réduction pour vice de consentement de l'obligation prévue au bail
1407RC	Réduction pour vice de consentement de l'obligation prévue au contrat
1416B	Annulation du bail
1416C	Annulation du contrat
159A	Autoriser le mineur à intenter seul une action
1601LE	Exécution en nature de l'obligation de l'occupant
1601LSA	Recouvrement d'une somme d'argent due par l'occupant
1601OE	Exécution en nature de l'obligation du locataire demandée par l'occupant
1601OSA	Recouvrement par l'occupant d'une somme d'argent due par le locataire
1604RC	Résiliation d'un contrat entre colocataires
1604RED	Réduction proportionnelle de l'obligation de payer une somme d'argent
1607C	Domages-intérêts demandé par le cessionnaire au locataire
1607L	Domages-intérêts contre l'occupant demandés par le locataire
1607O	Domages-intérêts contre le locataire demandés par l'occupant
1631	Déclarer inopposable au créancier un acte juridique
1699	Restitution d'une somme d'argent payée en trop
1790	Résiliation du bail par syndicat des copropriétaires-location excédentaire
17I	Requête pour émission d'une ordonnance spéciale de comparaître
17J	Requête pour émission d'un mandat d'amener
17K	Requête pour assigner une personne incarcérée
17L	Ordonnance spéciale de comparaître pour outrage au tribunal
1860	Domages-intérêts : locataire c. locataire fautif (jouissance normale log.)
1863CLD	Domages-intérêts entre colocataires
1863CLE	Exécution en nature d'une obligation entre colocataires
1863CLR	Recouvrement du loyer entre colocataires
1863D	Domages-intérêts matériels
1863DD	Domages-intérêts suite à la résiliation du bail
1863DL	Diminution du loyer
1863E	Exécution en nature d'une obligation
1863R	Recouvrement du loyer
1863RA	Recouvrement du loyer dû
1863RB	Résiliation du bail
1863RL	Rétablissement du loyer suite à une décision en diminution du loyer
1863TI	Domages-intérêts pour troubles et inconvénients
1865DL	Diminution du loyer suite à des réparations urgentes et nécessaires
1865ED	Autorisation pour évacuation ou dépossession temporaire du locataire
1865IN	Indemnité suite à une évacuation ou une dépossession temporaire
1865RB	Résiliation du bail (réparations urgentes et nécessaires)
1868	Remboursement : dépenses urgentes et nécessaires encourues
1869L	Remboursement des dépenses excédant le loyer retenu
1869P	Reddition de compte. Remise des pièces justifiant les dépenses
1870DZ	Statuer sur le droit à la cession de bail ou à la sous-location
1870VZ	Statuer sur la validité d'une cession ou d'une sous-location
1871DRC	Domages-intérêts suite au refus injustifié d'une cession
1871DRS	Domages-intérêts suite au refus injustifié d'une sous-location
1871RBC	Résiliation du bail suite à un refus de cession par le locateur
1871RBS	Résiliation du bail suite à un refus de sous-location par le locateur
1871RCZ	Statuer sur les motifs de refus de la cession du bail
1871RSZ	Statuer sur les motifs de refus de la sous-location
1872	Remboursement des dépenses raisonnables suite à une sous-location/cession
1875	Résiliation du contrat de sous-location par le locateur
1876	Exécution en nature contre le locateur demandée par le sous-locataire
1888DL	Diminution du loyer suite à une expropriation partielle
1888RB	Résiliation du bail par le locataire suite à une expropriation partielle
1889	Expulsion du locataire après la fin du bail ou après la date convenue
1891EA	Évaluation des améliorations ou additions au bien loué
1891OR	Ordonnance de remettre le bien loué dans l'état initial
1899	Domages-intérêts punitifs demandés
1901	Annulation ou réduction d'une clause du bail
1902	Domages-intérêts punitifs suite à du harcèlement envers le locataire
1907AD	Autorisation de déposer le loyer (inexécution d'une obligation du locateur)
1907AE	Autorisation d'exécuter l'obligation du locateur
1907DEP	Dépôt du loyer (inexécution d'une obligation du locateur)
1908AD	Autorisation de déposer le loyer
1908DEP	Dépôt du loyer
1908Z	Déterminer à qui le loyer est payable
1909L	Remise au locataire du loyer déposé pour exécuter l'obligation du locateur
1909P	Remise au locateur du loyer déposé
1914Z	Statuer sur la résiliation de plein droit du bail : logement impropre

1917	Déclarer le logement impropre à l'habitation
1918	Ordonnance d'exécution des obligations du locateur (santé et sécurité)
1924DL	Diminution du loyer suite à une amélioration ou réparation majeure
1924RB	Résiliation du bail suite à une amélioration ou réparation majeure
1924RE	Remboursement : excédent des dépenses sur indemnité (évacuation temporaire)
1925	Statuer sur l'opportunité de l'évacuation (amélioration/réparation majeure)
1926	Modifier/supprimer une condition abusive (amélioration/réparation majeure)
1927	Lever la suspension des travaux (améliorations/réparations majeures)
1934L	Ordonnance d'accès au logement demandée par le locataire
1934P	Ordonnance d'accès au logement demandée par le locateur
1947F	Fixation du loyer demandée par le locateur
1947FF	Fixer le loyer exigible sur la base d'un loyer de faveur
1947FM	Fixation du loyer et modification du bail demandées par le locateur
1947FMP	Fixer le loyer exigible sur la base d'un loyer de faveur + modifier le bail
1947M	Modification du bail demandée par le locateur
1948L	Contestation d'un avis de non-reconduction du bail donné par le locateur
1948P	Fixation du loyer suite à une décision reconduisant le bail
1949L	Contestation d'un réajustement de loyer
1949P	Contestation d'un réajustement de loyer par le locateur
1950LF	Fixation du loyer demandée par un nouveau locataire
1950SLF	Fixation du loyer demandée par un sous-locataire
1954	Fixation annuelle suite à une fixation - bail initial de plus de 12 mois
1955Z	Statuer sur le droit à la fixation du loyer
1963	Reprise du logement
1963A	Reprise de logement affectant une personne âgée de 60 ans et plus
1965	Domages-intérêts demandés par le locataire suite à une éviction
1966AFF	Opposition au changement d'affectation du logement
1966AFFA	Opposition au changement d'affectation du logement affectant une personne âgée de 60 ans et plus
1966AGR	Opposition à l'agrandissement du logement
1966AGRA	Opposition à l'agrandissement du logement affectant une personne âgée de 60 ans et plus
1966SUB	Opposition à la subdivision du logement
1966SUBA	Opposition à la subdivision du logement affectant une personne âgée de 60 ans et plus
1967CE	Statuer sur les conditions d'éviction du logement
1967CR	Statuer sur les conditions de reprise du logement
1968DE	Domages-intérêts suite à une éviction de mauvaise foi
1968DPE	Domages-intérêts punitifs suite à une éviction de mauvaise foi
1968DPR	Domages-intérêts punitifs suite à une reprise du logement de mauvaise foi
1968DR	Domages-intérêts suite à une reprise du logement de mauvaise foi
1969E	Fixation du loyer suite à la renonciation à l'éviction du locataire
1969R	Fixation du loyer suite à la non-reprise du logement par le locateur
1969RE	Fixation du loyer suite au rejet d'une demande d'éviction
1969RR	Fixation du loyer suite au rejet d'une demande de reprise du logement
1970AE	Autorisation de relouer suite à une éviction
1970AR	Autorisation de relouer suite à une reprise du logement
1971RF	Résiliation du bail - retards fréquents dans le paiement du loyer
1971TS	Résiliation du bail - retard de plus de 3 semaines dans le paiement du loyer
1972	Résiliation du bail d'un logement impropre à l'habitation
1973	Résiliation du bail suite au non-respect d'une ordonnance
1974Z	Statuer sur le droit à la résiliation du bail par le locataire
1975	Résiliation du bail suite à l'abandon sans avis du logement impropre
1975RBZ	Statuer sur la résiliation de plein droit du bail : déguerpissement
1977	Fixation du loyer suite au rejet d'une demande de résiliation du bail
1982L	Contestation par un étudiant de l'avis de résiliation du bail
1982P	Contestation par un établissement d'enseignement de l'avis de résiliation
1986ADM	Révision du refus d'inscrire sur la liste d'admissibilité à un L.L.M.
1986CAT	Révision de l'inscription dans une catégorie de L.L.M.
1986RAD	Révision de la radiation de la liste d'admissibilité à un L.L.M.
1986REG	Révision du refus d'inscrire au registre d'un L.L.M.
1987	Révision d'une décision du locateur d'attribuer un L.L.M.
1988MB	Modification du bail suite à une fausse déclaration du locataire d'un L.L.M.
1988RB	Résiliation du bail suite à une fausse déclaration du locataire d'un L.L.M.
1989CAT	Contestation de l'inscription dans une catégorie de L.L.M.
1989REI	Contestation du refus de réinscription : liste d'admissibilité à un L.L.M.
1990	Révision de la décision du locateur de relouer le locataire d'un L.L.M.
1992	Révision de la détermination du loyer d'un L.L.M.
1993AR	Contestation de l'avis de résiliation du bail du locataire d'un L.L.M.
1993MB	Modification du bail du locataire d'un L.L.M.
1994CR	Contestation du rétablissement du loyer d'un L.L.M.
1994RL	Réduction du loyer par le locataire d'un L.L.M.
2633	Homologation d'une transaction
284A	Annulation du bail pour cause d'incapacité du cocontractant
284R	Réduction de l'obligation pour cause d'incapacité du cocontractant
30.3	Révision de la décision du greffier spécial autorisant le dépôt de loyer
34	Demande à la Régie de se prononcer sur l'opportunité de démolir un logement
346	Résiliation du bail suite à la perte de certification d'une résidence pour aînés
34RR	Réinscription au rôle
39	Domages demandés par un locataire suite à la démolition du logement
403C	Annulation de la cession du bail du logement servant de résidence familiale
403FB	Annulation de l'acte mettant fin au bail du logement/résidence familiale
403SL	Annulation de la sous-location du logement servant de résidence familiale
405	Exécution en nature de l'obligation de l'acquéreur de consentir un bail
405A	Annulation de la location de l'immeuble servant de résidence familiale
412.13	Domages demandés par un locataire suite à la démolition du logement
412.14	

	Fixation de loyer suite à des travaux de démolition non entrepris
41A	Modification du délai pour entreprendre les travaux de démolition
41B	Modification du délai pour terminer les travaux de démolition
42	Fixation de loyer suite à des travaux de démolition non entrepris
43	Ordonnance pour fixer un délai pour terminer les travaux
48	Autorisation d'alléner un immeuble situé dans un ensemble immobilier
48DCZ	Demande pour décision déclaratoire relative à un ensemble immobilier
4949C	Cessation d'une atteinte illicite à un droit/liberté reconnu par la Charte
4949D	Dommmages punitifs pour atteinte à un droit/liberté reconnu par la Charte
4949I	Dommmages matériels pour atteinte à un droit/liberté reconnu par la Charte
4949M	Dommmages moraux pour atteinte à un droit/liberté reconnu par la Charte
507	Dommmages demandés par un locataire suite à la démolition du logement
509	Fixation de loyer suite à des travaux de démolition non entrepris
51	Autorisation de convertir un immeuble locatif en copropriété divise
51DCZ	Demande pour décision déclaratoire relative à une copropriété divise
524A	Dommmages demandés par un locataire suite à la démolition du logement
53	Autorisation d'effectuer des travaux après l'envoi d'un avis d'intention
54.10F	Dommmages-intérêts suite au départ définitif du locataire
54.10P	Dommmages-intérêts punitifs suite au départ définitif du locataire
54.4	Prolongation du délai pour enregistrer la déclaration de copropriété divise
55K	Ordonnance de cesser des opérations et remettre les lieux en état
55L	Ordonnance de ne pas entreprendre des opérations contraires à la loi
55M	Ordonnance de se conformer à une décision sur la conservation des logements
59	Prolonger un délai ou relever des conséquences du défaut de le respecter
86	(Inscrire le texte requis)
86AZ	Statuer sur la validité d'un avis
86BZ	Statuer sur la validité d'un bail
86CZ	Statuer sur la nature du contrat liant les parties
86IZ	Statuer sur la validité d'une clause prévue au bail
86JZ	Statuer sur la validité de l'entente intervenue entre les parties
86KZ	Statuer sur la durée du bail
86MZ	Déterminer le loyer payable par le locataire
86N	Annulation du désistement produit par erreur
86Z	Demande pour décision déclaratoire
88	Demande de rectification d'une décision
89	Demande de rétractation d'une décision
90	Révision d'une décision sur une demande de fixation ou révision du loyer
9815	Requête pour une conférence préparatoire
9823A	Autorisation de reprise d'instance
9823B	Autorisation pour intervenir
9825	Récusation d'un régisseur
9832	Péremption de l'instance
9836.1	Autorisation de produire une déclaration pour tenir lieu de témoignage
9839	Réouverture de l'audience
9850	Autorisation de se désister d'une demande de démolition
9857	Réunion de demandes
9858	Suspension de l'instruction de la demande à la Régie du logement
9863.2	Requête afin de rejeter une demande jugée abusive ou dilatoire
9868	Ordonnance pour une expertise ou une inspection
9886	Ceux contenus dans la requete portant le numéro ci-haut mentionné
9886A	Annulation et cassation d'un ordre de comparaitre
9886C	Mise en cause d'un tiers
9886D	Exception déclinatoire
9886G	Appel en garantie d'un tiers
9886I	Irrecevabilité de la demande
9886M	Mise au rôle par préférence
9886RAT	Requête pour permission de ratifier
9886S	Requête pour suspension des procédures
9890A	Ordonnance en exécution provisoire d'une décision de fixation ou révision
9890B	Ordonnance pour défendre l'exécution provisoire d'une décision
9890C	Ordonnance de suspendre l'exécution provisoire d'une décision

Dernière modification : 7 novembre 2002